



Vive le PCF (mlm) !

## **Le gauchisme**

### **La nature du gauchisme**

Historiquement, la social-démocratie a été le mouvement ouvrier s'appuyant sur un Parti de cadres autour d'une idéologie bien précise : le socialisme scientifique.

Ce Parti dirige les luttes de classe, dans l'intégralité du processus ; la spontanéité est rejetée. Cette forme de Parti a été acceptée par Lénine, lui-même un social-démocrate initialement ; dans *Que faire?*, il souligne son accord avec Karl Kautsky sur ce point.

Ce qu'on appelle le gauchisme est la réfutation de ce type de Parti. Le gauchisme prétend mettre dos à dos la social-démocratie réformiste et la social-démocratie révolutionnaire développée par Lénine. Tous deux auraient une démarche positiviste et dogmatique, accordant à la théorie une importance centrale alors que ce serait le mouvement spontané des masses qui compterait.

Dans toute la littérature gauchiste, quel que soit son positionnement, on trouve de visés Karl Kautsky et Lénine, la notion de Parti dirigeant, le principe d'une idéologie comme guide. C'est là la clef absolue pour comprendre le gauchisme et saisir en quoi il est très proche, dans sa nature, sa démarche, ses fondements, du syndicalisme-révolutionnaire, de l'anarchisme, du trotskysme.

Le texte de Paul Mattick de 1939, *Karl Kautsky : de Marx à Hitler*, est exemplaire de l'approche gauchiste visant à refuser de voir toute différence entre la social-démocratie du début du XXe siècle et celle échouant à s'opposer à la première guerre mondiale impérialiste, ainsi qu'avec le léninisme.

Il y a d'ailleurs deux ouvrages philosophiques « marxistes », ayant un impact certain dans les milieux bourgeois, qui tentèrent d'intellectualiser cette opposition entre d'un côté la révolution comme processus prolétarien spontané, de l'autre l'orthodoxie de Karl Kautsky et Lénine, associée au réformisme.

Le premier est *Histoire et conscience de classe*, de Georg Lukàcs, le second est *Marxisme et philosophie*, de Karl Korsch, tous deux publiés en 1923. Ces deux auteurs rejettent la dialectique de la nature, accusant Karl Kautsky et Lénine d'être des positivistes, des matérialistes bourgeois.

Karl Korsch visera ensuite particulièrement Karl Kautsky dans ses études et le grand théoricien gauchiste Anton Pannekoek, lorsqu'il s'attaquera à Lénine, visera naturellement tout particulièrement Matérialisme et empiro-criticisme.

Ce qui est très intéressant ici, c'est que le gauchisme n'étant rien d'autre qu'une posture de gauche, il est né paradoxalement en s'imaginant que le léninisme consistait en ce gauchisme.

Lorsque la Première Guerre mondiale a éclaté, la social-démocratie n'a pas été à la hauteur de ses propres engagements révolutionnaires, à part en Russie, avec Lénine.

Ce dernier, à la tête des bolchéviks (c'est-à-dire de la majorité) du Parti Ouvrier Social-Démocrate Révolutionnaire, fut en mesure de peser sur l'histoire russe, avec le soulèvement d'Octobre 1917.

Cependant, il existait également de nombreux courants, d'esprits syndicalistes-révolutionnaire, anarchistes, marxisants, qui s'opposaient depuis le début à la social-démocratie, notamment en France. Lorsque la révolution russe se produisit en 1917, ils s'imaginèrent pendant un certain temps que cela confirmait leurs propres idées.

Ils comprirent, plus ou moins rapidement (ce qui donna naissance aux différentes variantes de gauchisme), que les bolchéviks se situaient dans la tradition social-démocrate, que leurs positions s'opposaient radicalement aux leurs, ce que Lénine souligna formellement dans le document écrit à leur sujet : « Le gauchisme (la maladie infantile du communisme) ».

Ces courants gauchistes développèrent alors toute une théorie « anti-bureaucratique », considérant que les faits leur donnaient toujours raison, mais qu'ils étaient toujours victimes à la fois des capitalistes et des communistes « autoritaires ».

Les masses seraient aptes à faire la révolution de manière spontanée, mais les « partis » viendraient les parasiter et les empêcher de réaliser leur affirmation autonome.

Une liste sans fin de mythes fut alors diffusée, associant des lieux et des dates (Kronstadt 1921, Barcelone 1936, Budapest 1956, Prague 1968, etc.), témoignant du martyre des « véritables » révolutions par « en bas ».

Dans la foulée de mai 1968, le chef de file du spontanéisme, Daniel Cohn-Bendit publia un ouvrage représentatif de cette perspective : « Le gauchisme remède à la maladie sénile du communisme ».

En apparence, les variantes du gauchisme prétendent représenter les révolutionnaires les plus authentiques, les seuls désireux d'aller jusqu'au bout, les seuls qui seraient incorruptibles, les seuls qui sauraient se mettre au service des masses de manière dévouée. Tous les autres seraient des manipulateurs, des bureaucrates.

Pour certains gauchismes, il faut prouver qu'on a alors raison par le syndicalisme, un travail à la base uniquement économique comme garant de la « pureté » et comme refus conséquent de la théorie, pour d'autres il faut se mettre résolument à l'écart et se considérer comme uniquement la « phalange » du prolétariat insurrectionnel, ce qui signifie que le prolétariat est considéré comme entre-temps décomposé.

Dans tous les cas, le gauchisme est fondamentalement anti-démocratique. A ses yeux, les masses sont révolutionnaires ou ne sont pas. C'est la raison pour laquelle le gauchisme a toujours réfuté de manière absolue l'antifascisme, considéré comme un frein à la révolution.

Le gauchisme se pose ainsi, bien souvent, comme cinquième colonne de la réaction, happant des éléments vraiment révolutionnaires en les amenant vers une voie de garage « ultra » les coupant des masses et sabotant les progrès de celle-ci par des actions sur le mode du « coup de force ».

L'exemple le plus connu fut la tentative de « révolution » en Espagne, en pleine guerre civile. Le gouvernement républicain anti-franquiste devait être renversé et la « révolution » menée, en plein affrontement avec le général Francisco Franco et son armée.

Le gauchisme apparaît donc comme semblant le plus révolutionnaire, le plus radical en paroles, mais ses actes ne visent que le spectaculaire et sa structuration est toujours éphémère et éparse.

Le gauchisme prétend en faire, d'ailleurs, une qualité : cette dimension éphémère et dispersée est censée témoigner qu'il est issu de la « vague » révolutionnaire, qu'il forme le rassemblement des éléments les plus avancés, etc.

Dans tous les cas, aucune évaluation n'est possible, car le gauchisme le refuse par principes. Tout ce qui relève de la rationalité, de l'analyse, est rejeté comme dogmatique et organisé, c'est-à-dire en fin de compte social-démocrate.

Là est la clef du gauchisme. Il est directement issu de la critique syndicaliste-révolutionnaire et anarchiste de la social-démocratie et lorsqu'il dénonce le léninisme et le maoïsme, c'est en fait pour renouveler la critique fondamentale de la social-démocratie, c'est-à-dire du principe comme quoi un Parti fondé sur le socialisme scientifique doit diriger les masses.

## La source du gauchisme

Le gauchisme n'est pas sorti de nulle part ; il n'est nullement une tendance radicale spontanée qui serait le fruit d'une vague révolutionnaire, comme les gauchistes le prétendent pourtant. Il est issu des courants défaits par la social-démocratie et renouvelant leurs formes.

Il suffit de voir ainsi quelle était la situation aux Pays-Bas, pays où le gauchisme en tant que courant organisé fut particulièrement fort. Il est d'ailleurs parlé, chez les gauchistes, de la « gauche germano-hollandaise » et de la « gauche italienne ».

Les Hollandais Anton Pannekoek et Herman Gorter, ainsi que Henriette Roland Horst, formaient un courant à part dans la social-démocratie hollandaise ; largement influencés par le philosophe allemand Josef Dietzgen, ils considéraient que la conscience gagnait historiquement en puissance, jusqu'à parvenir au niveau de la vision socialiste du monde.

C'était, de fait, la même vision moraliste et par en bas que les syndicalistes révolutionnaires. L'approche était fondamentalement différente de celle de la social-démocratie ; dès 1907, une revue autonome intitulée *De Tribune* fut d'ailleurs publiée, avec notamment David Wijnkoop et Willem Van Ravesteyn.

Un congrès extraordinaire de la social-démocratie hollandaise – *le Sociaal Democratische Arbeiders Partij* –, se tenant à Deventer, exigea alors la fin de cette revue et l'obéissance à la discipline du Parti, à quoi fut répondu par la fondation d'un nouveau parti, le *Sociaal-Democratische Partij*, qui resta toujours extrêmement minoritaire, ses adhérents atteignant le chiffre de 700 en 1916, bien loin des 25 000 membres du Parti historique en 1913, son activité ouvrière n'étant réelle qu'à Amsterdam.

Il obtint cependant quatre places sur cent au Parlement en 1918, grâce à une alliance avec des petits groupes gauchistes ; il prit par la suite le nom de Parti Communiste aux Pays-Bas, puis de Parti Communiste de Hollande, enfin de Parti Communiste des Pays-Bas.

Cette histoire parallèle à la social-démocratie est caractéristique du gauchisme, qui se précipitait après 1917 pour apparaître comme « communiste », alors que le communisme est issu de la social-démocratie.

En France, avant le Parti Communiste français né en 1920, il y eut en 1919 un éphémère « Parti communiste », publiant « *Le communiste, organe officiel du PCF et des soviets adhérant à la section française de la IIIe Internationale de Moscou, des conseils ouvriers, de paysans et de soldats* ».

Fondé par le syndicaliste Raymond Péricat, il fut classiquement sur les positions gauchistes : refus unilatéral des institutions et de la théorie au nom de la pratique immédiatement « révolutionnaire ».

Attirant à lui des anarchistes, des syndicalistes révolutionnaires, il s'effondra rapidement, après avoir pris la dénomination de « *Fédération communiste des soviets* ».

En Italie, ce fut Amadeo Bordiga qui, après avoir adhéré à la social-démocratie en 1910, tenta d'amener le Parti Communiste d'Italie sur des positions similaires, avec un échec finalement complet.

En Allemagne, le processus se déroula de manière similaire par une tentative de parasitage du Parti Communiste d'Allemagne fondé par Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, à la suite de 1917. Le gauchisme fut toutefois repoussé par vagues successives, avec notamment une « *résolution contre le syndicalisme* » en juin 1919.

Les fondements du gauchisme sont donc les mêmes, dans tous les pays où il a existé de manière significative, c'est-à-dire en Hollande, en Allemagne et en Italie. Des éléments extérieurs à la tradition social-démocrate ne cernent que les problèmes de celle-ci et posent une ligne ultra-volontariste qu'ils s'imaginent conformes au léninisme.

Puis vient la désillusion complète, le léninisme les réfutant de manière systématique, ce qui produit une tentative de formation d'une idéologie qui sera historiquement qualifiée d'ultra-gauche, rejoignant de multiple manière les rangs syndicalistes révolutionnaires.

En effet, le gauchisme est simplement une forme nouvelle du syndicalisme révolutionnaire, dont il se distingue par la mise en valeur, non pas de la forme syndicale, mais des conseils de travailleurs, les fameux Soviets ayant pris le pouvoir en URSS à l'initiative des bolcheviks.

Par contre, tant le syndicalisme révolutionnaire que le gauchisme en tant que « conseilisme » rejettent la conception d'avant-garde et de Parti Communiste comme état-major du prolétariat, c'est-à-dire le léninisme.

Mais ce n'est pas tout : il refuse surtout, fondamentalement et c'est là son noyau dur, le principe du Parti fondant sa démarche sur une théorie scientifique.

## Le KAPD et l'AAUD

L'élan de la révolution allemande fut très profond et, malgré la mort de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, le Parti Communiste d'Allemagne (KPD) se construisit de manière très rapide.

Toutefois, il y avait deux axes possibles qui en découlaient. Soit il fallait se tourner vers tout un ensemble de structures dispersées liées directement à la perspective de l'insurrection, dans l'idée d'aller le plus rapidement possible, en mettant l'idéologie et l'organisation de côté.

Soit il fallait, au contraire, se tourner vers la base de la social-démocratie, notamment l'USPD (*Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands* – Parti Social-Démocrate Indépendant d'Allemagne).

L'USPD est né en 1917 de son exclusion de la social-démocratie, en raison de son opposition à la guerre ; il rassemblait alors les principales figures historiques de la social-démocratie : Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, Karl Kautsky et Rudolf Hilferding, ainsi qu'Eduard Bernstein.

Le KPD est issu de la tendance de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg considérant qu'il fallait précipiter les choses, mais l'USPD se maintenait encore sur une ligne tout à fait social-démocrate de gauche.

Dès sa fondation, il parvient à rassembler 120 000 membres, puis pas moins de 893 000 membres en septembre 1920.

Naturellement, le KPD eut comme consigne de chercher à gagner la base de l'USPD, ce qu'il parvint. L'aile gauche de l'USPD et le KPD formèrent, en décembre 1920, le KPD unifié (VKPD), avec pas moins de 448 500 membres.

Cette évolution fut largement décriée par les secteurs « insurrectionnalistes » tenant une ligne gauchiste et considérant qu'il fallait une rupture complète avec la social-démocratie historique.

Cela fait que pour rejoindre l'USPD, le KPD a été obligé de rompre avec une partie significative de ses membres.

L'exclusion se produisit au congrès dit de Heidelberg (le KPD étant illégal, le congrès eut lieu dans plusieurs endroits autour de cette ville), en octobre 1919. La tendance exclue, d'orientation syndicaliste-révolutionnaire et d'optique insurrectionnaliste, donna alors naissance en avril 1920 au *Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands* (Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne).

Pour le KAPD, la révolution est imminente et par conséquent il faut tabler sur une prise de conscience rapide et décentralisée du prolétariat. Toute tentative de faire de la politique – par les élections ou la participation aux syndicats, notamment – retarde l'échéance.

La tentative de coup d'Etat par l'extrême-droite en mars 1920 – brisé par une grève générale historique et des masses en armes – forme l'arrière-plan culturel et idéologique expliquant l'impact du KAPD, qui dispose dès le départ d'environ 38 000 membres.

Le KPD, avant son unité avec l'USPD peu après, avait alors environ 66 000 membres.

Le KAPD profitait également de l'impact de son syndicat nouvellement formé, l'AAUD (« Union PanOuvrière d'Allemagne »), s'appuyant sur environ 200 000 membres.

L'organe de presse de l'AAUD, *der Kampftruf* c'est-à-dire *L'appel à la lutte*, suivait la même ligne d'insultes (« reptiles », « putes », etc.) envers les réformistes, ainsi qu'envers les communistes liés à l'URSS, et de propagande pour la révolution prétendument immédiate et complète.

Voici un exemple de comment l'AAUD, à sa fondation prétendait trouver une voie « pure » :

« La croissance de l'organisation dans cette direction repoussera de plus en plus à l'arrière-plan la lutte entre ce que l'on appelle le centralisme et le fédéralisme.

Du point de vue de l'AAU, la polémique autour de ces deux principes, de ces deux formes d'organisation, deviendra une querelle de mots vides. Il faut évidemment comprendre ces termes d'après la signification qu'ils ont eu jusqu'à présent et ne leur donner aucun sens nouveau.

Nous entendons par centralisme la forme qui, par la volonté de quelques-unes, tient les masses en laisse et les asservit. Pour l'AAU il s'agit du démon qui doit être exterminé.

Il est anti-social. Le fédéralisme est son antagoniste, mais son antagoniste sur la base du même système économique. C'est la souveraineté, l'entêtement obstiné de l'individu (ou de l'entreprise, ou de la région, ou de la nation) pris en soi-même. Il est également antisocial et on doit le combattre tout autant.

Ces deux formes se développèrent progressivement dans les siècles passés. Le fédéralisme l'emporta au Moyen Âge, le centralisme pendant la période du capitalisme avancé.

La sympathie pour le fédéralisme repose tout simplement sur le fait que voyant en lui la négation du centralisme, on suppose qu'il apporterait la libération et le paradis. Ce désir de fédéralisme conduit à une caricature d'autonomie (droit d'auto-détermination). On croit agir de façon sociale et prolétarienne quand on attribue à chaque région, chaque lieu (on devrait même le faire pour chaque personne) l'autonomie dans tous les domaines.

En fait, on ne fait qu'abolir l'empire pour le remplacer par une quantité de petites principautés. De partout surgissent des roitelets (fonctionnaires), qui régissent de leur côté de façon "centralisée" une fraction des adhérents comme si c'était leur propriété: il s'ensuit une dislocation et une ruine générale.

Le centralisme et le fédéralisme sont tous deux des formes d'expression bourgeoises. Le centralisme étant plus de caractère grand-bourgeois, le fédéralisme petit-bourgeois. Tous deux sont anti-prolétariens et entravent la pureté de la lutte de classe. »

Ce positionnement « ultra » fit que, dès 1922, il existait déjà deux KAPD (dite de Berlin et d'Essen), l'une formant en quelque sorte le « canal habituel » et l'autre le « canal historique », conservant chacun le nom de KAPD, alors que parallèlement l'AAUD se divisa elle-même rapidement en cinq structures différentes.

Le canal habituel disposait de 400 personnes dans son KAPD, 600 dans son AAUD ; sa ligne était que rien n'était possible à part la réfutation des syndicats et l'appel à la préparation pour la nouvelle vague révolutionnaire.

Le canal historique, quant à lui, était plus solide, disposant de 2000 membres dans son KAPD, de 12000 dans son AAUD, se fondant sur une ligne de type syndicaliste-révolutionnaire. Une scission se produira également lors de l'intégration dans ce KAPD canal historique de gauchistes exclus du KPD, Ernst Schwarz mettant son salaire de député et sa possibilité de transports gratuits au service du KAPD, ce qui fut considéré comme inacceptable par une fraction fondant alors un *KAPD Opposition*.

Du côté de l'AAUD, une des cinq tendances, d'orientation anti-organisation, disparut dès 1923, alors que la même année une autre de ces tendances rejoignit l'anarcho-syndicalisme.

Une autre se maintint sur une ligne anarchiste violemment anti-intellectuelle, une autre suivit une ligne conseilliste tout en disparaissant en 1932, alors que la dernière fondée avec Otto Rühle basculait dans le syndicalisme-révolutionnaire, aboutissant finalement en 1931 à un rassemblement avec d'autres factions gauchistes pour fonder la *Kommunistische Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebs-Organisationen)*, c'est-à-dire l'Union Ouvrière Communiste (Organisations Révolutionnaires d'Entreprises), avec 343 membres.

De fait, l'échec du KAPD tenait à sa nature finalement contradictoire, puisque la démarche « conseilliste » revenait à du syndicalisme-révolutionnaire. Le KAPD rejetait le centralisme démocratique et prônait le parti comme simple regroupement conscient. Il n'y avait aucune base idéologique à part le fait de ne pas en vouloir, au nom de la spontanéité : l'effondrement était programmé dans la matrice même du KAPD.

Ne restèrent plus qu'aux gauchistes à masquer cet échec complet derrière un « reflux » de la révolution, le rôle « contre-révolutionnaire » du KPD, etc. C'est Anton Panekoek qui s'en chargea, aux côtés d'Otto Rühle.

## **Otto Rühle et la rupture anti-Parti**

L'une des principales figures du gauchisme allemand fut Otto Rühle. Professeur membre de la social-démocratie, il fut élu au parlement en 1912 et fit partie des 15 parlementaires sociaux-démocrates sur 111 qui le 3 août 1914 refusèrent de voter pour les crédits de guerre.

Il participa ensuite à une importante réunion de la gauche, en mars 1915, dans l'appartement de Wilhelm Pieck, qui sera par la suite dirigeant du KPD (Parti Communiste d'Allemagne), avec Karl Liebknecht, Franz Mehring et neuf autres personnes, qui fondèrent la revue *Die Internationale*, qui n'aura qu'un numéro mais donnera naissance au *Gruppe Internationale*, qui deviendra le *Spartakusgruppe* et donnera naissance au KPD.

Otto Rühle rompit cependant rapidement avec Karl Liebknecht, qui fondera de son côté, avec Rosa Luxemburg, le KPD sur la base du *Spartakusgruppe*. Il ne rejoignit pas non plus les 18 députés socialistes exclus pour ne pas avoir voté l'état d'urgence et ayant fondé la *Sozialdemokratische Arbeitsgemeinschaft* (communauté social-démocrate de travail), qui donnera l'*USPD*.

Il se revendiquera, en novembre 1918, « *linksradikal* », c'est-à-dire d'extrême-gauche ou encore gauchiste, se revendiquant d'une nouvelle organisation, appelée *Internationalen Kommunisten Deutschlands*.

Lors de la révolution de 1918, il fut président pendant une semaine du conseil révolutionnaire unifié ouvriers-soldats de Dresde, regroupant le SPD, l'USPD et le reste de la gauche révolutionnaire, accusant tous les non « gauchistes » d'être contre-révolutionnaire.

Rejoignant initialement le KAPD, Otto Rühle rompit rapidement avec également. En raison du voyage de retour bloqué en Estonie des délégués du KAPD partis en URSS, Otto Rühle y fut envoyé en juin 1920.

Il y rencontra notamment Lénine, mais ce qu'il en retient est alors que « *les ouvriers russes sont plus esclavagisés, plus opprimés, plus exploités que les ouvriers allemands* ».

Les gauchistes, fascinés par la révolution russe, révisèrent en effet à partir de 1919-1920 entièrement leur position, révélant leur nature syndicaliste-révolutionnaire et mettant un terme au malentendu, plus précisément leur interprétation selon laquelle Lénine avait rompu historiquement avec la social-démocratie.

Otto Rühle avait déjà une position totalement opposé au principe de « Parti » avant d'aller en URSS et la IIIe Internationale avait déjà demandé sa mise à l'écart du KAPD. Présent à Moscou, Otto Rühle refusa même de participer au second congrès de la IIIe Internationale.

La situation étant intenable et les dirigeants du KAPD – Karl Schröder, Hermann Gorter, Fritz Rasch – se rendirent eux-mêmes à Moscou à l'automne, le KAPD gagnant alors le statut de parti « sympathisant » de la IIIe Internationale, pouvant exprimer son opinion aux congrès, mais ayant comme devoir de s'unir au KPD.

Le KAPD reconnut alors la nécessité du Parti, mais à demi-mot : « *au moins jusqu'à la conquête du pouvoir politique et probablement encore au-delà* ». Otto Rühle fut alors exclu du KAPD en raison de ce qui sera considéré comme son « anarcho-communisme ».

Il se rapprocha alors effectivement, sans succès, du courant syndicaliste-révolutionnaire organisé en une FAU, tentant de fédérer des forces gauchistes, pour en fin de compte fonder en 1921 une AAU (organisation d'unité).

Selon Otto Rühle, dans sa vie quotidienne, l'ouvrier connaissait uniquement des formes bourgeoises comme le mariage, la famille, un certain rapport à la propriété, alors que dans l'entreprise il est un « *prolétaire pur face au capital* ».

Otto Rühle abandonna, de ce fait, toute prétention idéologique et culturelle – alors que historiquement la social-démocratie en faisait son noyau dur – c'est-à-dire qu'il rejetait le principe de Parti dans son essence même.

Pour lui :

« Le KPD est également devenu un parti politique. Un parti au sens historique, comme les partis bourgeois, comme le SPD et l'USPD. Les chefs ont le premier mot. Ils parlent, promettent, attirent, commandent. Les masses, quand elles s'y retrouvent, se retrouvent devant des faits établis.

Elles doivent se tenir en rang, bien droit. Doivent marcher à pas cadencé. Doivent croire, se taire, payer. Ont à recevoir les ordres et les instructions, à les appliquer. Et elles doivent voter!



Leurs chefs veulent aller au parlement. Alors il faut voter pour eux. Pendant que les masses persistent dans un muet dévouement et une passivité dévote, les chefs font la haute politique au parlement.

Le KPD est également devenu un parti politique. Le KPD veut également au parlement. La centrale du KPD dit un mensonge, quand elle persuade les masses qu'il ne veut aller au parlement que pour le faire sauter. Il dit un mensonge quand il assure ne pas vouloir faire de collaboration parlementaire – positive (...).

Mais il reste une consolation pour les masses : il y a toujours de nouveau une opposition! Cette opposition ne participe pas à la marche dans le camp de la contre-révolution (...). Les éléments les plus mûrs, révolutionnaires les plus décidés et les plus actifs, ont comme tâche de former la phalange de la révolution.

Ils ne peuvent accomplir cette tâche qu'en tant que phalange, c'est-à-dire en formation fermée. Ils sont l'élite du prolétariat révolutionnaire. Ils gagnent par la détermination une force croissante. Et une profondeur accrue de connaissance.

Ils sont visibles en tant que volonté d'agir par les vacillants et ceux dans l'obscurité. Au moment décisif ils forment le centre magnétique pour toute activité. Ils sont une organisation politique. Mais pas un parti politique. »

Otto Rühle développa alors, dans la continuité de sa démarche, un thème qui sera repris par la suite par l'historien ultra-conservateur Ernst Nolte : le bolchevisme est la cause du fascisme.

Dans un ouvrage intitulé *La lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme*, publié en 1939, Otto Rühle affirme ainsi que :

« Il faut placer la Russie au premier rang des nouveaux États totalitaires. Elle a été la première à adopter le nouveau principe d'État. C'est elle qui a poussée le plus loin son application. Elle a été la première à établir une dictature constitutionnelle, avec le système de terreur politique et administrative qui l'accompagne.

Adoptant toutes les caractéristiques de l'État totalitaire, elle devint ainsi le modèle pour tous les pays contraints à renoncer au système démocratique pour se tourner vers la dictature. La Russie a servi d'exemple au fascisme (...).

Nationalisme, autoritarisme, centralisme, direction du chef, politique de pouvoir, règne de la terreur, dynamiques mécanistes, incapacité à socialiser— tous ces traits fondamentaux du fascisme existaient et existent dans le bolchevisme. Le fascisme n'est qu'une simple copie du bolchevisme.

Pour cette raison, la lutte contre le fascisme doit commencer par la lutte contre le bolchevisme. »

Cette thèse est exemplaire de la ligne gauchiste, qui voit en le mouvement communiste la principale menace contre-révolutionnaire. On voit tout de suite, le document datant de 1939, le rapport avec le trotskysme. Otto Rühle avait d'ailleurs soutenu Trotsky en participant en 1937 à une pseudo commission chargée de l'innocenter des accusations faites contre lui en URSS. Trotsky préfaça de son côté l'édition abrégée du *Capital* publiée par Otto Rühle en 1939.

## Otto Rühle et le refus du Parti issu de la social-démocratie

Otto Rühle n'est pas original dans son propos, dans la mesure où il prolonge sa critique du Parti de type social-démocrate. Ce dernier s'étant développé en le parti de type léniniste, Otto Rühle ne fait que continuer sa critique, en l'adaptant à la nouvelle forme. En arrière-plan, c'est la notion même de parti social-démocrate qui est remis en cause, le léninisme étant sa forme la plus développée.

Otto Rühle insiste très lourdement sur ce point, de manière systématique. Le léninisme n'est qu'une forme de kautskysme et comme Karl Kautsky a basculé dans le réformisme, Lénine fait de même. Ce que vise Otto Rühle, dans sa période après 1925, année où il cessa toute activité politique, c'est que le léninisme soit assimilé au kautskysme.

Pour cette raison, Otto Rühle présente Lénine comme un opportuniste bureaucrate, cherchant à faire imposer ses idées par en haut. Voici comment les choses sont présentées dans *La lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme* :

« Dès le début, Lénine concevait le bolchevisme comme un phénomène purement russe. Au cours de ses nombreuses années d'activité politique, il ne tenta jamais de hisser le système bolchevique au niveau des formes de lutte utilisées dans les autres pays.

C'était un social-démocrate, pour qui Bebel et Kautsky restaient les leaders géniaux de la classe ouvrière, et il ignorait l'aile gauche du mouvement socialiste allemand qui s'opposait précisément aux héros de Lénine et à tous les opportunistes.

Ignorant cette gauche, il resta donc isolé, entouré par un petit groupe d'émigrés russes, et il demeura sous l'influence de Kautsky alors même que la «gauche» allemande, dirigée par Rosa Luxembourg, était déjà engagée dans la lutte ouverte contre le kautskysme (...).

Quoique les soviets, développés par les mencheviks, soient étrangers au schéma bolchevique, c'est pourtant grâce à eux que les bolcheviks arrivèrent au pouvoir. Une fois la stabilisation du pouvoir assurée et le processus de reconstruction économique entamé, le parti bolchevique ne savait plus comment coordonner le système des soviets, qui n'était pas le sien, avec ses propres activités et ses décisions.

Toutefois, réaliser le socialisme était aussi le désir des bolcheviks, et cela nécessitait l'intervention du prolétariat mondial. Pour Lénine, il était essentiel de gagner les prolétaires du monde aux méthodes bolcheviques. Il était donc très gênant de constater que les ouvriers des autres pays, en dépit du grand triomphe obtenu par le bolchevisme, montraient peu d'inclination pour sa théorie et sa pratique, mais étaient plutôt attirés par le mouvement des conseils, qui apparaissaient alors dans plusieurs pays et particulièrement en Allemagne.

Ce mouvement des conseils ne pouvait plus être d'aucune utilité à Lénine en Russie. Dans les autres pays européens, il manifestait une tendance marquée à s'opposer aux soulèvements de type bolchevique. En dépit de l'énorme propagande entretenue par Moscou dans tous les pays, l'agitation menée par ce qu'on appelle l'ultra-gauche pour une révolution fondée sur le mouvement des conseils éveilla, ainsi que Lénine lui-même l'a souligné, un écho bien plus large que ne le firent tous les propagandistes envoyés par le parti bolchevique.

Le Parti Communiste Allemand, suivant l'exemple du bolchevisme, restait un petit groupe hystérique et bruyant, formé principalement d'éléments prolétariés de la bourgeoisie, alors que le mouvement des conseils attirait à lui les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière.

Pour faire face à cette situation, il fallait renforcer la propagande bolchevique, il fallait attaquer l'ultra-gauche et renverser son influence en faveur du bolchevisme.

Puisque le système des soviets avait échoué en Russie, comment la « concurrence » radicale osait-elle essayer de prouver au monde que là où le bolchevisme lui-même avait échoué en Russie, on pouvait réussir ailleurs en se passant de lui ?

Pour se défendre, Lénine écrivit son pamphlet *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, dicté par la peur de perdre le pouvoir et par l'indignation devant le succès des hérétiques.

Le pamphlet parut tout d'abord avec le sous-titre «Essai d'exposé populaire de la stratégie et de la tactique marxistes, mais ultérieurement cette phrase ambitieuse et idiote fut supprimée. C'en était trop.

Cette bulle papale agressive, grossière et odieuse était une véritable aubaine pour tout contre-révolutionnaire. De toutes les déclarations programmatiques du bolchevisme, c'est celle qui révèle le mieux son caractère réel. C'est le bolchevisme mis à nu. »

On a ici le cœur du gauchisme comme idéologie : le léninisme est un kautskysme, qui dénonce comme gauchisme ce qui est le communisme authentique. Pour les gauchistes, le léninisme empêche la spontanéité des masses, l'émergence des conseils révolutionnaires. Le léninisme serait par nature légaliste et parlementaire, syndicaliste et favorable aux institutions bourgeoises.

L'ouvrage de Lénine sur *le gauchisme comme maladie infantile* est donc considéré comme le prolongement logique du kautskysme et une pièce-maîtresse de la contre-révolution ; Otto Rühle va jusqu'à fantasmer que les nazis ne l'ont pas interdit à leur prise de pouvoir, afin de contrer la révolution.

Le léninisme apparaît pour les gauchistes comme le modèle de la prise du pouvoir par en haut, comme le putsch d'intellectuels non liés à la classe. Cette critique est commune à tout ce qui forme l'ultra-gauche : les syndicalistes-révolutionnaires, les anarchistes, les trotskystes, les conseillistes, etc.

Voici un autre passage où Otto Rühle insiste sur la question de la direction, qui est en fait au cœur de la question gauchiste. Pour le léninisme, dans le prolongement de la position de Karl Kautsky comme il est affirmé dans *Que faire ?*, le Parti s'appuie sur le socialisme scientifique, c'est un parti de cadres, maintenant la ligne rouge. Les gauchistes s'opposent formellement à cette approche au nom de la spontanéité des masses qui aboutirait de manière naturelle à la révolution :

« Le parti bolchevique, originellement section sociale-démocrate russe de la IIe Internationale, se constitua non en Russie, mais dans l'émigration.

Après la scission de Londres en 1903, l'aile bolchevique de la social-démocratie russe se réduisait à une secte confidentielle.

Les «masses » qui l'appuyaient n'existaient que dans le cerveau de ses chefs.

Toutefois, cette petite avant-garde était une organisation strictement disciplinée, toujours prête pour les luttes militantes et soumise à des purges continuelles pour maintenir son intégrité. Le parti était considéré comme l'académie militaire des révolutionnaires professionnels.

Ses principes pédagogiques marquants étaient l'autorité indiscutée du chef, un centralisme rigide, une discipline de fer, le conformisme, le militarisme et le sacrifice de la personnalité aux intérêts du parti.

Ce que Lénine développait en réalité, c'était une élite d'intellectuels, un noyau qui, jeté dans la révolution, s'emparerait de la direction et se chargerait du pouvoir (...).

Selon la méthode révolutionnaire de Lénine, les chefs sont le cerveau des masses.

Possédant l'éducation révolutionnaire appropriée, ils sont à même d'apprécier les situations et de commander les forces combattantes. Ils sont des révolutionnaires professionnels, les généraux de la grande armée civile.

Cette distinction entre le cerveau et le corps, entre les intellectuels et les masses, les officiers et les simples soldats, correspond à la dualité de la société, de classe, à l'ordre social bourgeois.

Une classe est dressée à commander, l'autre à obéir.

C'est de cette vieille formule de classe que sortit la conception léniniste du Parti.

Son organisation n'est qu'une simple réplique de la réalité bourgeoise. Sa révolution est objectivement déterminée par les mêmes forces qui créent l'ordre social bourgeois, abstraction faite des buts subjectifs qui accompagnent ce processus.

Quiconque cherche à établir un régime bourgeois trouvera dans le principe de la séparation entre le chef et les masses, entre l'avant-garde et la classe ouvrière, la préparation stratégique à une telle révolution. Plus la direction est intelligente, instruite et supérieure, et les masses disciplinées et obéissantes, plus une telle révolution a de chances de réussir. En cherchant à accomplir la révolution bourgeoise en Russie, le parti de Lénine était donc tout à fait adapté à son objectif.

Quand, toutefois, la révolution russe changea de nature, quand ses caractéristiques prolétariennes devinrent évidentes, les méthodes tactiques et stratégiques de Lénine perdirent leur valeur. S'il l'emporta en fin de compte, ce ne fut pas grâce à son avant-garde, mais bien au mouvement des soviets, qu'il n'avait pas du tout inclus dans ses plans révolutionnaires.

Et quand Lénine, une fois le triomphe de la révolution assuré par les soviets, décida une fois de plus de s'en passer, tout caractère prolétarien disparut de la révolution russe. Le caractère bourgeois de la révolution occupa à nouveau la scène, trouvant son aboutissement naturel dans le stalinisme.

En dépit de son souci de la dialectique marxiste, Lénine était incapable de concevoir dialectiquement l'évolution historique des processus sociaux. Sa pensée restait mécaniste, suivant des schémas rigides. Pour lui, il n'existait qu'un seul parti révolutionnaire – le sien; qu'une seule révolution – la révolution russe ; qu'une seule méthode – le bolchevisme. Et ce qui avait réussi en Russie devait réussir aussi en Allemagne, en France, en Amérique, en Chine et en Australie.

Ce qui était correct pour la révolution bourgeoise russe, l'était aussi pour la révolution prolétarienne mondiale. L'application monotone d'une formule découverte une fois pour toutes évoluant dans un cercle égocentrique où n'entraient en considération ni l'époque ni les circonstances, ni les niveaux de développement, ni les réalités culturelles, ni les idées ni les hommes. Avec Lénine, c'était l'avènement du machinisme en politique : il était le « technicien», « l'inventeur » de la révolution, le représentant de la volonté toute-puissante du chef.

Toutes les caractéristiques fondamentales du fascisme existaient dans sa doctrine, sa stratégie, sa «planification sociale » et son art de manier les hommes. Il ne pouvait pas saisir la profonde signification révolutionnaire du rejet par la gauche de la politique traditionnelle de parti. Il ne pouvait pas comprendre la véritable importance du mouvement des soviets pour l'orientation socialiste de la société. Il ignorait les conditions requises pour la libération des ouvriers.

Autorité, direction, force, exercées d'un côté, organisation, encadrement, subordination de l'autre – telle était sa manière de raisonner.

Discipline et dictature sont les mots qui reviennent le plus souvent dans ses écrits. Staline proclamait Lénine « le génial mécanicien de la locomotive de l'histoire ».

On trouve de multiples exemples de cette conception mécaniste dans la prose bolchevique, et ce dans tous les domaines. »

Otto Rühle exprime le point de vue du petit-bourgeois pris de rage devant le triomphe des monopoles, mais incapable de saisir le principe de planification, d'organisation, propre à la classe ouvrière. Il ne saisit pas ce qu'est le socialisme scientifique comme science de la matière dans son ensemble ; il réduit tout à une colère qui se voudrait anti-démocratique.

## **Le national-bolchevisme de Hambourg**

L'un des courants relativement exemplaire du volontarisme gauchiste – avec toute l'apologie d'une énergie vitaliste se précipitant dans une sorte de recette-miracle comme « clef » de la révolution – fut ce qui sera par la suite appelé le « national-bolchevisme ».

Ce courant n'a rien à voir avec les courants de droite qui utilisent la démagogie sociale ; le national-bolchevisme initial est une tentative gauchiste de profiter d'une situation particulière pour faire avancer la révolution.

L'idée national-bolchevique consistait en la considération que l'Allemagne défaite en 1918 était désormais dirigée par une poignée de capitalistes servant en tant qu'agents du capital financier de l'Entente.

Une dictature militaire prolétarienne, fondée sur les Conseils ouvriers, devait mener la guerre contre l'Entente, en particulier contre la France, l'impérialisme présenté comme le plus agressif car cherchant à renverser la position dominante de l'Angleterre.

Dans ce cadre d'armement général du peuple réalisant le rêve d'Otto von Bismarck d'une population en armes – on reconnaît ici l'approche de Carl von Clausewitz – une certaine paix sociale pourrait être réalisée avec la bourgeoisie, mais sous hégémonie de la mobilisation totale et armée de tous les « travailleurs » (terme remplaçant ici celui d'ouvrier).

Cela fut conceptualisé dans la brochure de 1919 intitulée « *Guerre populaire révolutionnaire ou guerre civile contre-révolutionnaire ?* », diffusée par les principaux représentants de cette option « national-bolchevique » que furent Heinrich Laufenberg (1872-1932) et Fritz Wolffheim (1888-1942).

Ce dernier avait vécu plusieurs années aux États-Unis et avait été profondément marqué par l'IWW (Industrial Workers of the World), le courant syndicaliste-révolutionnaire américain, poursuivant la même stratégie qui sera celle de la CNT espagnole, où le syndicat est censé organiser une contre-société allant jusqu'à l'action directe, menant à la fin du processus une grève générale expropriatrice.

Fritz Wolffheim avait également été le rédacteur du *Vorwärts der Pacific-Küste*, un organe social-démocrate destiné aux émigrants allemands présents sur la côte américaine du Pacifique.

Également de Hambourg, Heinrich Laufenberg était au départ un journaliste agissant dans le cadre de la social-démocratie ; il avait d'ailleurs réalisé une étude sur l'histoire du mouvement ouvrier à Hambourg, devenant responsable de l'école du Parti dans cette ville.

Il publia également en 1919 un écrit très détaillé au sujet des événements révolutionnaires à Hambourg, et pour cause : il y avait été pas moins que le président de son grand Conseil ouvrier en 1918, lors d'une prise momentanée du pouvoir les ouvriers et les soldats insurgés.

Fritz Wolffheim avait également été au premier rang de la révolution de 1919, où il avait été l'un des principaux orateurs du grand meeting du 6 novembre 1918, où il avait appelé à prendre d'assaut la centrale militaire locale.

Heinrich Laufenberg et Fritz Wolffheim s'étaient opposés à la première Guerre Mondiale, considérée comme impérialiste, mais raisonnaient sur le fond en termes de défense nationale. Ils entrevoyaient en fait dans la question nationale le « levier » suffisant pour que la révolution bouleverse toute la société, dépassant les limites posées par la seule question sociale.

La dimension « nationale » de la révolution devait permettre de réaliser une révolution techniquement parfaite, à coups de mesures censées être décisives. Elle n'est prise en compte que dans la mesure où elle va de pair avec la formation d'une administration par les conseils ouvriers.

Heinrich Laufenberg peut ainsi expliquer que :

« Jusqu'à présent, le vivre-ensemble national reposait sur la violence imposée par en-haut. Le nouveau système organisera la nation par en-bas. »

« La Nation bourgeoise se meurt et la Nation socialiste croît. L'idée nationale a cessé d'être un moyen de puissance aux mains de la bourgeoisie contre le prolétariat et se retourne contre celle-ci. La grande dialectique de l'Histoire fait de l'idée nationale un moyen de puissance du prolétariat contre la bourgeoisie. »

La IIIe Internationale imposa au KAPD l'exclusion de ces partisans de la « guerre nationale » comme préalable à la poursuite des discussions pour une éventuelle adhésion. Il était considéré comme inacceptable de nier l'existence des classes sociales en Allemagne au nom de la lutte contre la situation de l'Allemagne vaincue.

Lénine, dans *La maladie infantile du communisme* (le « gauchisme »), explique ainsi :

« Enfin, une des erreurs incontestables des "gauchistes" d'Allemagne, c'est qu'ils persistent dans leur refus de reconnaître le traité de Versailles. Plus ce point de vue est formulé avec "poids" et "sérieux", avec "résolution" et sans appel, comme le fait par exemple K.Horner, et moins cela paraît sensé.

Il ne suffit pas de renier les absurdités criantes du "bolchevisme national" (Laufenberg et autres), qui en vient à préconiser un bloc avec la bourgeoisie allemande pour reprendre la guerre contre l'Entente, dans le cadre actuel de la révolution prolétarienne internationale.

Il faut comprendre qu'elle est radicalement fautive, la tactique qui n'admet pas l'obligation pour l'Allemagne soviétique (si une République soviétique allemande surgissait à bref délai) de reconnaître pour un temps la paix de Versailles et de s'y plier. »

Le courant national-bolchevique s'ouvrit, suite à cet échec, immédiatement à une ligne nationaliste ouverte à des membres des couches sociales les plus aisées, fondant une *Freie Vereinigung zum Studium des deutschen Kommunismus* (Association libre pour l'étude du communisme allemand) se revendiquant ouvertement du courant de pensée ultra-nationaliste pangermaniste et servant de relais théorique à une *Bund der Kommunisten* (Union des Communistes) d'orientation national-révolutionnaire.

S'ensuivirent un cheminement séparé pour Fritz Wolffheim et Heinrich Laufenberg, ce dernier fondant en 1922 un *Bund für Volk, Freiheit und Vaterland* (Union pour le peuple, la liberté et la patrie), d'orientation national et social-révolutionnaire, tandis que Fritz Wolffheim menait le *Bund der Kommunisten* vers une ligne éthique ultra-nationaliste.

Heinrich Laufenberg cessa par la suite toute activité, revenant à ses origines sociales consistant en un milieu chrétien ultra conservateur, refusant désormais le marxisme pour prôner un christianisme socialisant, lui-même participant à des initiatives pour les démunis, tout en vivant dans les milieux d'ultra-gauche.

Fritz Wolffheim, d'origine juive, rejoignit quant à lui en 1929 un *Groupe de nationalistes sociaux-révolutionnaires*, avant de mourir en camp de concentration.

Le terme de national-bolchevisme fut quant à lui récupéré pour désigner des nationalistes partisans d'une alliance avec l'URSS.

## Anton Pannekoek et le conseillisme

Si Otto Rühle représente la principale figure du gauchisme dans sa variante largement ouverte au syndicalisme-révolutionnaire, au point de n'en être ouvertement qu'une variante, le hollandais Anton Pannekoek (1873-1960) est quant à lui la figure du « communisme des conseils » rejetant le syndicat.

Issu de la haute bourgeoisie, Anton Pannekoek mena une carrière institutionnelle d'astronome, devenant professeur à l'université d'Amsterdam en 1932 et la même année membre de l'Académie néerlandaise des sciences.

Cette carrière commença en 1916, deux années après qu'il ait été expulsé d'Allemagne, où il était actif depuis 1906 dans la social-démocratie allemande, en tant que professeur à l'école du Parti, à Berlin, notamment aux côtés de Rosa Luxemburg et de Rudolf Hilferding.

Anton Pannekoek se plaça dès le début dans l'aile gauche du Parti, mais dans une optique résolument intellectuelle, dans une sorte de combinaison entre actions spontanées de masse et intellectualisation à l'écart lors des phases de reflux.

Toutefois, Anton Pannekoek ne considère paradoxalement pas qu'il s'agit d'attendre la crise finale ; il reproche à Karl Kautsky, qu'il considère encore comme un grand révolutionnaire au début des années 1910, de ne pas considérer la révolution comme un processus.

En fait, Anton Pannekoek est très proche de Rosa Luxemburg dans l'interprétation des actions de masses apparaissant au XXe siècle. Elles sont considérées comme un moyen réel d'avancer et pour cette raison, l'activité parlementaire semble pour Anton Pannekoek devenir un contre-poids dont il faut se débarrasser.

L'idée de Anton Pannekoek est ainsi tout à fait proche de celle du syndicalisme-révolutionnaire, sauf qu'il ne croit pas au syndicat, mais aux conseils ouvriers. Le Parti est un regroupement valorisant les conseils, enregistrant les expériences et les diffusant, diffusant l'idée des conseils, etc.

Ainsi, pour Anton Pannekoek, il est vrai de dire, comme le fait Otto Rühle, qu'un Parti et un syndicat sont deux formes antagoniques, toutefois c'est le syndicat qui est en réalité inutile pour lui, car dans le processus révolutionnaire les masses se mettent au niveau du Parti.

Plus précisément, Anton Pannekoek abandonne la question de la définition de la classe, pour se tourner vers le concept de masses. Ce qu'il reproche à Karl Kautsky, c'est de se méfier de la spontanéité, de ne pas accorder une place suffisante aux mouvements de masse, au nom d'une lutte des classes comprise de manière trop étroite selon lui.

Ce qu'Anton Pannekoek reproche à Karl Kautsky, juste avant la Première guerre mondiale, c'est en réalité la traditionnelle perspective social-démocrate où les classes sont considérées comme devant être délimitées afin de pouvoir bien déterminer leur rapport au socialisme et de saisir les nécessités pratiques pour faire avancer le niveau de conscience.

Là où Karl Kautsky considère que rien n'est possible tant que la classe prolétaire n'est pas largement organisée et encadrée par la social-démocratie, Anton Pannekoek considère que les conseils ouvriers sont une forme permettant, de fait, de sauter cette étape social-démocrate d'organisation et de



conscientisation, ou plus exactement de la réaliser, de la faire se réaliser elle-même, spontanément, lors de la révolution.

Il faut saisir ici que la question syndicaliste révolutionnaire ne se pose pas en Allemagne, car le syndicalisme ne s'est développé que bien après le Parti social-démocrate. La théorie d'Anton Pannekoek apparaît de ce fait comme une proposition stratégique syndicaliste-révolutionnaire, passant par les conseils en l'absence de réel syndicat historique indépendant.

Aux yeux d'Anton Pannekoek, le marxisme est ainsi résumé en une « *théorie de l'action prolétarienne* » et Karl Kautsky ne se priva pas de critiquer celui-ci de faire l'éloge de « *la forme la plus primitive de la lutte syndicale* », de promouvoir la « *gymnastique révolutionnaire* » dans l'esprit anarchiste et la perspective syndicaliste révolutionnaire.

Encore faut-il noter qu'Anton Pannekoek ne pense pas que tout le prolétariat puisse être concerné par cette « *gymnastique* ». Il dit ainsi :

« Le temps du développement capitaliste tranquille – où la social-démocratie avec sa meilleure bonne volonté ne pouvait rien faire d'autre qu'expliquer une politique de principe comme préparation à des périodes révolutionnaires futures – est passé.

Le capitalisme s'effondre ; le monde ne peut pas attendre jusqu'à ce que notre propagande a amené la majorité à une conception communiste claire ; les masses doivent tout de suite attaquer et le plus vite possible, afin de se sauver elles-mêmes ainsi que le monde. »

Quant à la révolution, elle se déroulerait « *de manière spontanée* » et aucun parti, qu'il soit petit et activiste ou de masse et réformiste, ne peut la déclencher. Voici comment Anton Pannekoek présente la chose, en 1936, dans *Les conseils ouvriers* :

« La classe ouvrière en lutte a besoin d'une organisation qui lui permette de comprendre et de discuter, à travers laquelle elle puisse prendre des décisions et les faire aboutir et grâce à laquelle elle puisse faire connaître les actions qu'elle entreprend et les buts qu'elle se propose d'atteindre.

Certes, cela ne signifie pas que toutes les grandes actions et les grèves générales doivent être dirigées à partir d'un bureau central, ni qu'elles doivent être menées dans une atmosphère de discipline militaire.

De tels cas peuvent se produire, mais le plus souvent les grèves générales éclatent spontanément, dans un climat de combativité, de solidarité et de passion, pour répondre à quelque mauvais coup du système capitaliste ou pour soutenir des camarades. De telles grèves se répandent comme un feu dans la plaine (...).

La véritable organisation dont ont besoin les ouvriers dans le processus révolutionnaire est une organisation dans laquelle chacun participe, corps et âme, dans l'action comme dans la direction, dans laquelle chacun pense, décide et agit en mobilisant toutes ses facultés – un bloc uni de personnes pleinement responsables. Les dirigeants professionnels n'ont pas place dans une telle organisation. Bien entendu, il faudra obéir : chacun devra se conformer aux décisions qu'il a lui-même contribué à formuler.

Mais la totalité du pouvoir se concentrera toujours entre les mains des ouvriers eux-mêmes.

Pourra-t-on jamais réaliser une telle organisation ? Quelle en sera la structure ?

Il n'est point nécessaire de tenter d'en définir la forme, car l'histoire l'a déjà produite : elle est née de la pratique de la lutte des classes.

Les comités de grève en sont la première expression, le prototype.

Lorsque les grèves atteignent une certaine importance, il devient impossible que tous les ouvriers participent à la même assemblée. Ils choisissent donc des délégués qui se regroupent en un comité.

Ce comité n'est que le corps exécutif des grévistes ; il est constamment en liaison avec eux et doit exécuter les décisions des ouvriers.

Chaque délégué est révocable à tout instant et le comité ne peut jamais devenir un pouvoir indépendant. De cette façon, l'ensemble des grévistes est assuré d'être uni dans l'action tout en conservant le privilège des décisions (...).

Nous voyons clairement comment le système des conseils ne peut fonctionner que lorsque l'on se trouve en présence d'une classe ouvrière révolutionnaire.

Tant que les ouvriers n'ont pas l'intention de poursuivre la révolution, ils n'ont que faire des soviets.

Si les ouvriers ne sont pas suffisamment avancés pour découvrir la voie de la révolution, s'ils se contentent de voir leurs dirigeants se charger de tous les discours, de toutes les médiations et de toutes les négociations visant à l'obtention de réformes à l'intérieur du système capitaliste, les parlements, les partis et les congrès syndicaux – encore appelés parlements ouvriers parce qu'ils fonctionnent d'après le même principe – leur suffisent amplement.

Par contre, s'ils mettent toutes leurs énergies au service de la révolution, s'ils participent avec enthousiasme et passion à tous les événements, s'ils pensent et décident pour eux-mêmes de tous les détails de la lutte parce qu'elle sera leur œuvre, dans ce cas, les conseils ouvriers sont la forme d'organisation dont ils ont besoin.

Ceci implique également que les conseils ouvriers ne peuvent être constitués par des groupes révolutionnaires. Ces derniers ne peuvent qu'en propager l'idée, en expliquant à leurs camarades ouvriers que la classe ouvrière en lutte doit s'organiser en conseils. »

En raison de cette forme conseilliste de la révolution prolétarienne, alors la forme Parti est nocive, car par définition statique et donc opposé au caractère révolutionnaire, en mouvement, des conseils.

## Anton Pannekoek et le refus du Parti issu de la social-démocratie

On l'aura compris, Anton Pannekoek dénonce au fond le Parti dirigeant tel que la social-démocratie l'a théorisé. Voici comment il voit les choses :

« La social-démocratie a toujours vu dans le parti (lié aux syndicats) l'organe servant à mener la révolution à bonne fin.

Ceci ne veut pas dire forcément l'emploi exclusif des méthodes électorales; pour sa fraction radicale, le parti devait utiliser la pression conjointe des moyens parlementaires et de moyens extra-parlementaires tels que les grèves et les manifestations, afin de faire valoir la puissance du prolétariat.

Mais en fin de compte c'était tout de même le parti qui dirigeait la lutte (...).

Et si la chape oppressive du pouvoir d'État venait à sauter, c'est encore le parti, en sa qualité de représentant du prolétariat, qui devait prendre le pouvoir. »

La théorie d'Anton Pannekoek, inévitablement, amène à concevoir la révolution comme un processus où les masses organisées procèdent à la dissolution des institutions. Cela revient à de l'anarchisme et, fort logiquement, Anton Pannekoek finit par aboutir à la conclusion que la révolution de 1917 avait été une révolution bourgeoise.

Pannekoek théorise cela dans *Lénine philosophe*, publié en 1938, où il attaque frontalement la dialectique de la Nature.

Il ne le dit pas directement, car il ne comprend même pas le contexte ; il se contente de dénoncer tout ce qui y a trait.

Ce que dit Lénine dans *Matérialisme et empirio-criticisme* serait erroné, son matérialisme serait bourgeois, car en réalité le matérialisme ne concernerait que le rapport entre les classes.

Anton Pannekoek s'étonne ainsi :

« Il [=Lénine] qualifie de matérialiste la croyance selon laquelle les concepts de temps et d'espace absolus (théorie que la science soutenait autrefois mais qu'elle dut abandonner par la suite) sont la véritable réalité du monde. »

Et en note, il est ajouté au sujet de cela :

« Ces idées bizarres, partie essentielle du léninisme, c'est-à-dire de la philosophie d'État en Russie, furent imposées par la suite à la science russe.

On peut s'en rendre compte en lisant l'ouvrage de Waldemar Kaempfert *La science en Russie Soviétique*, dont voici un passage : « Vers la fin de la purge des trotskistes, le Département d'Astronomie de l'Académie des sciences vota quelques résolutions violentes, qui furent signées par le président et dix-huit membres, déclarant que « La cosmogonie bourgeoise moderne était dans un état de profonde confusion idéologique résultant de son refus d'accepter le seul concept vrai du matérialisme dialectique, à

savoir l'infinité de l'univers en espace et en temps », *et dénonçant comme « contre-révolutionnaire » la croyance en la relativité ».* »

Comme on le voit, Anton Pannekoek rejette, et d'ailleurs ne comprend même pas le principe du matérialisme dialectique.

Dans *Lénine philosophe*, il insiste pour rejeter que le principe de sensation soit présente dans la matière en général, comme reflet. A ses yeux, le matérialisme ne peut être que historique ; il traite d'aspects « organisés » et n'est donc pas une science absolue.

Cela l'amène, nécessairement, à rejeter Gueorgui Plekhanov, à considérer que Hegel et Ludwig Feuerbach sont des penseurs unilatéralement bourgeois, et donc bien entendu que Lénine a mené une révolution forcément bourgeoise, puisque par en haut et fondée sur un tel matérialisme.

Lénine aurait été un bourgeois menant une révolution pseudo-socialiste, parce que ce sont les ouvriers qui faisaient la révolution que la bourgeoisie n'était pas en mesure de faire (plus tard, Enver Hoxha dira précisément la même chose de Mao Zedong).

Anton Pannekoek formule cela ainsi :

« En Chine, par exemple, Sun Yat-sen était socialiste; étant donné toutefois que la bourgeoisie chinoise, dont il se faisait le porte-parole, était une classe nombreuse et puissante, son socialisme était « national » et combattait les « erreurs » marxistes.

Lénine, au contraire, devait prendre appui sur la classe ouvrière, et, parce qu'il lui fallait poursuivre un combat implacable et radical, il adopta l'idéologie la plus extrémiste, celle du prolétariat occidental combattant le capitalisme mondial, à savoir : le marxisme.

Étant donné toutefois que la révolution russe présentait un double caractère - révolution bourgeoise quant aux objectifs immédiats révolution prolétarienne quant aux forces actives - la théorie bolcheviste devait être adaptée à ces deux fins, puiser par conséquent ses principes philosophiques dans le matérialisme bourgeois, la lutte des classes dans l'évolutionnisme prolétarien.

Ce mélange reçut le nom de « marxisme ».

Mais il est clair que le marxisme de Lénine, déterminé par la situation particulière de la Russie vis-à-vis du capitalisme, différait de manière fondamentale du marxisme d'Europe occidentale, conception planétaire propre à une classe ouvrière qui se trouve devant la tâche immense de convertir en société communiste un capitalisme très hautement développé, le monde même où elle vit, où elle agit (...).

Lénine a toujours ignoré en effet ce qu'est le marxisme réel.

Rien de plus compréhensible. Il ne connaissait du capitalisme que sa forme coloniale : il ne concevait la révolution sociale que comme la liquidation de la grande propriété foncière et du despotisme tsariste. On ne peut reprocher au bolchevisme russe d'avoir abandonné le marxisme, pour la simple raison que Lénine n'a jamais été marxiste.

Chaque page de l'ouvrage philosophique de Lénine est là pour le prouver.

Et le marxisme lui-même, quand il dit que les idées théoriques sont déterminées par les nécessités et les rapports sociaux, explique du même coup pourquoi il ne pouvait pas en être autrement.

Mais le marxisme met également en lumière les raisons pour lesquelles cette légende devait forcément apparaître : une révolution bourgeoise exige le soutien de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Il lui faut donc créer des illusions, se présenter comme une révolution de type différent plus large plus universel.

En l'occurrence, c'était l'illusion consistant à voir dans la révolution russe la première étape de la révolution mondiale, appelée à libérer du capitalisme le prolétariat dans son ensemble; son expression théorique fut la légende du marxisme (...).

Le mouvement révolutionnaire russe englobait des couches d'intellectuels beaucoup plus importantes que le mouvement socialiste occidental : certains d'entre eux furent influencés par les courants d'idées bourgeois et anti-matérialistes.

Il était naturel que Lénine combatte violemment de telles tendances au sein du mouvement révolutionnaire, il ne les considérait pas comme l'aurait fait un marxiste, qui aurait vu en elle un phénomène social, les aurait expliquées par leur origine sociale, les rendant ainsi totalement inoffensives : nulle part dans son livre on ne trouve la moindre tentative d'une telle compréhension.

Pour Lénine le matérialisme était la vérité établie par Feuerbach, Marx et Engels, et les matérialistes bourgeois.

Ultérieurement, la stupidité, le conservatisme, les intérêts financiers de la bourgeoisie et la puissance spirituelle de la théologie avaient amené une forte réaction en Europe. Or cette réaction menaçait aussi le bolchevisme, et il fallait s'y opposer avec la plus grande rigueur (...).

Il est clair que l'idéologie d'une bourgeoisie satisfaite d'elle-même et déjà déclinante ne peut en aucun cas s'accorder avec un mouvement en développement, ne peut satisfaire, fût-ce une bourgeoisie en ascension. Une telle idéologie aurait conduit à un affaiblissement, là où justement il fallait faire preuve de la plus grande énergie. Seule l'intransigeance du matérialisme pouvait rendre le Parti fort et lui donner la vigueur nécessaire pour une révolution (...).

Sans aucun doute, le livre de Lénine [matérialisme et empirio-criticisme] laissa une empreinte décisive dans l'histoire du Parti, et détermina dans une grande mesure, le développement ultérieur des idées philosophiques en Russie.

Après la révolution, dans le nouveau système de capitalisme d'Etat, le « léninisme », combinaison de matérialisme bourgeois et de doctrine marxiste du développement social, le tout orné d'une terminologie dialectique, fut proclamé philosophie officielle.

Cette doctrine convenait parfaitement aux intellectuels russes, maintenant que les sciences de la nature et la technique formaient la base d'un système de production qui se

développait rapidement sous leur direction et qu'ils voyaient se profiler un avenir où ils seraient la classe dirigeante d'un immense empire, où ils ne rencontreraient que l'opposition de paysans encore englués de superstitions religieuses. »

La critique anarchiste faite à la social-démocratie – comme quoi il s'agirait de scientifiques cherchant à former une bureaucratie qui prendrait le pouvoir par l'intermédiaire des ouvriers – est directement réutilisée contre Lénine par les gauchistes.

Anton Pannekoek, une fois qu'il a dit que le matérialisme dialectique de Lénine était en réalité un matérialisme bourgeois, peut passer à son but réel : liquider le léninisme en tant que tel.

## **Anton Pannekoek et la bureaucratie**

Anton Pannekoek, avec sa critique du Parti social-démocrate, ne pouvait que revenir à l'anarchisme né justement de l'opposition à un tel parti. Par conséquent, Anton Pannekoek va faire toute une théorie comme quoi le principe de parti n'est là que pour permettre à une couche sociale composée d'intellectuels de former une bureaucratie dirigeante.

Cette théorie sort totalement de l'analyse matérialiste des classes, pour rejoindre la théorie anarchiste sur l'État.

« Le livre de Lénine [matérialisme et empirio-criticisme], tout au contraire, a pour but d'imposer aux lecteurs les croyances de l'auteur en une réalité des notions abstraites. Il ne peut donc être d'aucune utilité aux ouvriers.

Et en fait, ce n'est pas pour les aider qu'il a été publié en Europe occidentale. Les ouvriers qui veulent la libération de leur classe par elle-même, ont largement dépassé l'horizon du Parti communiste.

Le Parti communiste, lui, ne voit que son adversaire, le parti rival, la Deuxième Internationale, essayant de conserver la direction de la classe ouvrière. Comme le dit Deborin dans la préface de l'édition allemande, l'ouvrage de Lénine avait pour but de regagner au matérialisme la social-démocratie corrompue par la philosophie idéaliste bourgeoise, ou de l'intimider par la terminologie plus radicale et plus violente du matérialisme, et apporter par là une contribution théorique à la formation du « Front Rouge ».

Pour le mouvement ouvrier en développement, il importe peu de savoir laquelle de ces tendances idéologiques non marxistes aura raison de l'autre.

Mais d'un autre côté, la philosophie de Lénine peut avoir une certaine importance pour la lutte des ouvriers.

Le but du Parti communiste - ce qu'il appelle la révolution mondiale - est d'amener au pouvoir, en utilisant les ouvriers comme force de combat, une catégorie de chefs qui pourront ensuite mettre sur pied, au moyen du pouvoir d'Etat, une production planifiée; ce but, dans son essence, coïncide avec le but final de la social-démocratie.

Il ne diffère guère aussi des idées sociales qui arrivent à maturation au sein de la classe intellectuelle, maintenant qu'elle s'aperçoit de son importance toujours accrue dans le

processus de production, et dont la trame est une organisation rationnelle de la production, tournant sous la direction de cadres techniques et scientifiques.

Aussi le P.C. voit en cette classe un allié naturel et cherche à l'attirer dans son camp. Il s'efforce donc, à l'aide d'une propagande théorique appropriée, de soustraire l'intelligentsia aux influences spirituelles de la bourgeoisie et du capitalisme privé en déclin, et de la convaincre d'adhérer à une révolution destinée à lui donner sa place véritable de nouvelle classe dominante.

Au niveau de la philosophie, cela veut dire la gagner au matérialisme. Une révolution ne s'accommode pas de l'idéologie douceâtre et conciliante d'un système idéaliste, il lui faut le radicalisme exaltant et audacieux du matérialisme.

Le livre de Lénine fournit la base de cette action. Sur cette base un grand nombre d'articles, de revues et de livres ont déjà été publiés, d'abord en allemand, et en bien plus grand nombre, en anglais, tant en Europe qu'en Amérique, avec la collaboration d'universitaires russes et de savants occidentaux célèbres, sympathisants du Parti communiste. On remarque tout de suite, rien qu'au contenu de ces écrits, qu'ils ne sont pas destinés à la classe ouvrière, mais aux intellectuels des pays occidentaux.

Le léninisme leur est exposé - sous le nom de marxisme ou de « dialectique » - et on leur dit que c'est la théorie générale et fondamentale du monde et que toutes les sciences particulières n'en sont que des parties qui en découlent. Il est clair qu'avec le véritable marxisme, c'est-à-dire la théorie de la véritable révolution prolétarienne, une telle propagande n'aurait aucune chance de réussite; mais avec le léninisme, théorie d'une révolution bourgeoise installant au pouvoir une nouvelle classe dirigeante, elle a pu et peut réussir.

Seulement, il y a un hic : la classe intellectuelle n'est pas assez nombreuse, - elle occupe des positions trop hétérogènes au point de vue social et, par conséquent, elle est trop faible pour être capable à elle seule de menacer vraiment la domination capitaliste. Les chefs de la II<sup>e</sup> comme de la III<sup>e</sup> internationale, eux non plus, ne sont pas de force à disputer le pouvoir à la bourgeoisie, et cela quand bien même ils réussiraient à s'affirmer grâce à une politique ferme et claire, au lieu d'être pourris par l'opportunisme.

Mais si jamais le capitalisme se trouvait sur le point de sombrer dans une crise grave, économique ou politique, de nature à faire sortir les masses de leur apathie, et si la classe ouvrière reprenait le combat et réussissait, par une première victoire, à ébranler le capitalisme - alors, leur heure sonnera. Ils interviendront et se pousseront au premier rang, joueront les chefs de la révolution, soi-disant pour participer à la lutte, en fait pour dévier l'action en direction des buts de leur parti.

Que la bourgeoisie vaincue se rallie ou non à eux, en sorte de sauver du capitalisme ce qui peut être sauvé, c'est une question secondaire; de toute manière, leur intervention se réduit à tromper les ouvriers, à leur faire abandonner la voie de la liberté.

Et nous voyons ici l'importance que peut avoir le livre de Lénine pour le mouvement ouvrier futur.

Le Parti communiste, bien qu'il puisse perdre du terrain chez les ouvriers, tente de former avec les socialistes et les intellectuels un front uni, prêt, à la première crise importante du capitalisme, à prendre le pouvoir sur les ouvriers et contre eux.

Le léninisme et son manuel philosophique servira alors, sous le nom de marxisme, à intimider les ouvriers et à s'imposer aux intellectuels, comme un système de pensée capable d'écraser les puissances spirituelles réactionnaires. Ainsi la classe ouvrière en lutte, s'appuyant sur le marxisme, trouvera sur son chemin cet obstacle : la philosophie léniniste, théorie d'une classe qui cherche à perpétuer l'esclavage et l'exploitation des ouvriers. »

La position d'Anton Pannekoek est la démonstration que le conseillisme n'est qu'une variante d'anarchisme, qui au lieu de se fonder sur les syndicats prend comme prétexte les conseils, cherchant à les arracher au léninisme, à les dévitaliser politiquement comme outil, pour les réduire à une forme syndicale anti-théorie.

## La «gauche italienne»

Le KAPD a été le centre historique de la « gauche germano-hollandaise », avec un important centre intellectuel aux Pays-Bas. L'Italie, la Belgique et la France ont été par contre les pays touchés par la « gauche italienne ».

Initialement, la gauche italienne s'appuie sur la position d'Amadeo Bordiga, qui sera l'opposant historique à Antonio Gramsci dans la bataille pour la direction du Parti Communiste d'Italie.

Amadeo Bordiga s'opposait à tout positionnement parlementaire et prônait la préparation immédiate pour le soulèvement, dans une ligne tout à fait similaire au KAPD. Le « bordiguisme », toutefois, accorde une place capitale au « Parti » considéré comme état-major de la lutte.

Là où la « gauche germano-hollandaise » est totalement « basiste » en s'appuyant sur les conseils – d'où la dénomination de « conseillisme » – la gauche italienne prône le Parti idéologiquement radical comme catalyseur à préparer pour les vagues révolutionnaires.

Sa maturation et sa structuration sont plus tardives que pour la « gauche germano-hollandaise », puisqu'il faut attendre 1938 pour que se forme un « *Bureau international ds fractions* ».

Pour cette raison, le « bordiguisme » a fait de l'antifascisme une obsession, ne cessant de l'attaquer et fondant principalement son identité sur la dénonciation d'un appareil idéologique « démocratique » et « antifasciste » empêchant la révolution.

Voici ce qu'on lit dans le journal bordiguiste *Prometeo*, en mars 1944 :

« A l'appel du centrisme de rejoindre les bandes partisans, on doit répondre par la présence dans les usines d'où sortira la violence de classe qui détruira les centres vitaux de l'État capitaliste. »

Amadeo Bordiga ne sera d'ailleurs emprisonné que temporairement par le fascisme italien, lui-même ayant cessé toute activité et considérant donc la Résistance comme une entreprise contre-révolutionnaire ; l'une des œuvres les plus connues du bordiguisme est « *Auschwitz ou le grand*



*alibi* », consistant en un grand relativisme de la Shoah, considérée comme une « manœuvre » impérialiste pour justifier la « démocratie ».

Pour cette raison également, le « bordiguisme » ne rejette pas la révolution de 1917 comme le conseillisme l'a fait. Le « bordiguisme », dans une approche similaire au trotskysme, considère que Lénine a été le fer de lance d'une vague révolutionnaire qui s'est terminée.

Il faudrait « maintenir le cap » et le « bordiguisme » se considère comme la « gauche du komintern », comme les gardiens des meilleurs valeurs de la vague révolutionnaire de 1917.

Pour cette raison également, la « gauche communiste » se pose en concurrente directe du trotskysme s'étant développé parallèlement, tout en lui étant proche politiquement historiquement, dans l'opposition commune au « stalinisme ».

Historiquement, l'Internationale Communiste a d'ailleurs considéré le bordiguisme comme une variété de trotskysme ; des membres de la « *minorité de la Fraction communiste italienne* » participèrent d'ailleurs, aux côtés de trotskystes, au POUM lors de la guerre d'Espagne.

En 1952, l'organe de presse bordiguiste *Battaglia Comunista* se présente de la manière suivante, définissant définitivement l'identité de la « gauche italienne » :

« CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la ligne de Marx à Lénine, à Livourne 1921, à la lutte de la Gauche contre la dégénérescence de Moscou, au refus des blocs de partisans; l'œuvre difficile de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaire, au contact de la classe ouvrière, en dehors de la politicaillerie personnelle et électoraliste. »

Pour cette raison, la principale activité consiste en l'établissement d'un « bilan » de cette vague, ce qui a amené à mettre à l'écart en partie le bordiguisme comme idéologie, pour ne plus assumer que la dénomination de « *gauche communiste* », de « *parti communiste international* », ou encore de « *programme communiste* ».

Un *Partito Comunista Internazionalista* obtint un certain succès au tout début des années 1950, avant de se diviser en multiples tendances débattant sur l'interprétation historique des années 1920 et 1930. La « gauche communiste » s'appuie ainsi sur deux courants historiques des années 1950 : celui d'Amadeo Bordiga avec le *Partito Comunista Internazionale - il programma comunista* et celui d'Onorato Damen avec le *Partito Comunista Internazionalista - Battaglia Comunista*.

Amadeo Bordiga représente l'un des chefs de file de ces débats, prônant une ligne plus « léniniste », interprétée au sens où il y aurait des conceptions figées à protéger. Amadeo Bordiga dit ainsi dans *Défense de la continuité du programme communiste* :

« Le parti accomplit aujourd'hui un travail d'enregistrement scientifique des phénomènes sociaux afin de confirmer les thèses fondamentales du marxisme (...). Il répudie l'élaboration doctrinale qui tend à fonder de nouvelles théories ou à démontrer l'insuffisance du marxisme à expliquer les phénomènes (...).

Le parti interdit la liberté personnelle d'élaborer (ou mieux d'élucubrer) de nouveaux schémas et explications du monde social contemporain : il proscrit la liberté individuelle d'analyse, de critique et de perspective pour tous ses membres, même les plus formés

intellectuellement, et il défend l'intégralité d'une théorie qui n'est pas le produit d'une foi aveugle, mais la science de classe du prolétariat. »

A cette ligne figée, qui provoquera des soubresauts tiers-mondistes vu que c'était le seul secteur où une dynamique historique était trouvée (ainsi en faveur de la Palestine, puis du Kurdistan), s'opposait celle d'Onorato Damen, refusant notamment les mouvements de libération nationale et se tournant notamment vers Rosa Luxembourg dans une remise en cause générale du léninisme et tendant à un esprit d'ouverture vers l'ultra-gauche.

## Le gauchisme en France

Un nombre important de groupes français furent influencés par la gauche « germano-hollandaise » et la « gauche italienne ». Tous se situaient dans la mouvance syndicaliste-révolutionnaire et d'ultra-gauche, prônant une ligne de refus complet de réformisme au moyen d'une propagande unilatérale pour la révolution.

Cette révolution devait être anti-parti, par définition, le bureaucratisme étant considéré comme le second pilier du « système » avec le capitalisme.

Parmi ces structures, le plus souvent réduites à une poignée d'individus, d'orientation « anti-bureaucratique » et plus ou moins conseilliste, les figures les plus connues sont Claude Lefort et Cornélius Castoriadis, Serge Bricianer et Maximilien Rubel. On a ainsi, dans les années 1930 et 1940 la revue *Masses* et les *Éditions Spartacus* de René Lefevre, dans les années 1950 *La révolution prolétarienne*, *Socialisme ou Barbarie*, *Pouvoir Ouvrier*, la revue *Programme communiste*, ainsi que dans les années 1960 la revue *Invariance* fondée par Jacques Camatte.

Le groupe le plus important fut cependant *Informations et Correspondance Ouvrières*, qui a existé de 1958 à 1973 et dont voici la plate-forme :

« Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un état moderne. Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité

des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler.

Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels de mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'état, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'état et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs.

Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter : nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose.

Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes. »

Cette tendance est, toutefois, davantage « anti-bureaucratique » que directement conseilliste et donna surtout naissance au courant dit « communisateur », prônant une « *communisation immédiate de la société* ».

Le communisme devait être conquis immédiatement, au moyen d'une « rupture » par en bas développée par des petits groupes affinitaires et communautaires, censées entraîner les masses.

Cette approche puise en fait dans l'approche post-moderne de l'école de Francfort, avec surtout Herbert Marcuse et Theodor Adorno, qui recherchait un nouveau « sujet révolutionnaire », ainsi que dans le courant italien dit « operaïste » des années 1960-1970 et ayant donné naissance aux organisations *Potere Operaio*, *Lotta Continua* et *Autonomia Operaia*.

L'ouvrage *L'insurrection qui vient* s'appuie essentiellement sur cette démarche de réaliser le « communisme immédiat ». Voici une définition donnée par le groupe « *Théorie Communiste* ». Le langage à la limite de l'incompréhensible, véritable poésie puisant son vocabulaire dans *Le Capital* de Karl Marx, est un aspect classique du gauchisme.

« Si la révolution et le communisme sont bien l'œuvre d'une classe du mode de production capitaliste, il ne peut plus y avoir transcendance entre le cours quotidien de

la lutte de classe et la révolution, celle-ci est un dépassement produit dans le cours de la contradiction entre les classes, l'exploitation.

La révolution communiste est communisation des rapports entre les individus qui se produisent comme immédiatement sociaux.

Au-delà de l'affirmation du prolétariat, c'est toute la théorie du communisme qui est à reformuler contre les limites inhérentes à ce cycle de luttes que sont le «démocratisme radical » et les pratiques alternatives, mais également contre l'ensemble des théories qui font leur deuil du programmatisme au nom d'un Humanisme théorique la Critique du travail pour lui-même, ou de celle de l'économie.»

Toutefois, l'organisation « collant » le plus à la définition du gauchisme tel qu'il est né dans les années 1920 et 1930 est le « Courant communiste international » (CCI), présent dans plusieurs pays.

Né en 1975 de la fusion de *Révolution internationale*, de l'*Organisation conseilliste de Clermont-Ferrand* et des *Cahiers du communisme de conseil* de Marseille, sous l'impulsion de Marc Chirik (1907-1990), le CCI se présente comme l'héritière tant de la « gauche germano-hollandaise » que de la « gauche italienne ». Le CCI témoigne ainsi véritablement de la nature du gauchisme, dans la mesure où il montre qu'il n'y a, en pratique, aucun antagonisme entre le conseillisme pur et dur d'un côté et le « parti » comme réserve de pureté de l'autre.

Le CCI, en effet, considère comme Amadeo Bordiga qu'il faut compiler les textes conseillistes afin de préserver leur mémoire et leur pureté, mais en même temps refuse catégoriquement de former un parti dirigeant : dans l'esprit du KAPD, il ne doit être qu'un rassemblement des éléments avancés.

Le CCI refuse tout problème politique en se désintéressant fondamentalement de tout ce qui se passe politiquement et en l'expliquant, au nom d'une prochaine vague imminente de la révolution mondiale.

Voici comment le CCI présente son positionnement :

#### NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

#### NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de

la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.

Le gauchisme est, par définition, décomposé et multiforme, puisqu'il réfute le principe de Parti idéologique et culturel, au nom d'un mouvementisme basiste. Cela lui permet de varier à l'infini, afin de chercher à paraître toujours comme étant le plus radical, alors qu'en réalité les structures gauchistes vivent à la marge complète de la réalité historique.